

pouvoir est locale, les crédits seront fixés en fonction des possibilités économiques capitalistes, c'est-à-dire que les gestionnaires du Service National de Santé auront à gérer un budget capitaliste. Et l'on pense qu'ainsi ils auront démontré la supériorité d'une gestion socialiste sur la gestion capitaliste. Ce qui revient à user le mouvement ouvrier dans une vaine compétition avec le capitalisme : à l'intégrer en désamorçant toutes ses possibilités de combat.

Ainsi, dans le « programme santé » du P.S.U., se trouve cristallisé tout le faisceau des théories réformistes, de « droite » ou de « gauche » selon qu'elles stipulent ou non la nécessité pour le maintien de ces pouvoirs locaux d'une mobilisation des masses. C'est d'ailleurs plutôt la première solution (celle de « gauche ») qui est défendue par la direction actuelle du P.S.U.

Un pouvoir quelconque ne peut être institué et renforcé que sur la base d'un rapport de forces. A supposer qu'une parcelle de pouvoir puisse être conquise après un épisode de lutte aiguë, le maintien de ce pouvoir pose le problème de la mobilisation *permanente des masses pour le défendre*.

Il ne suffit pas de répondre, comme le font certains membres de l'aile gauche du P.S.U., qu'il s'agit d'un problème de direction, que le P.C.F. aurait pu mobiliser les travailleurs pour défendre leurs conquêtes de 1945 contre les attaques de la bourgeoisie. Dans le cas du maintien d'un pouvoir partiel (et non de la défense contre une attaque précise comme les Ordonnances), les possibilités de lutte, parvenues à un maximum avec la conquête de ce pouvoir, doivent se stabiliser à ce niveau *maximum* pour que la conquête ne soit pas dénaturée.

Cela revient à ignorer complètement que les masses ne se mobilisent qu'exceptionnellement dans leur quasi-totalité et que ces périodes fastes passées, les époques de reflux les replongent dans l'apathie politique où elles évoluent dans la société capitaliste.

La notion de crise (révolutionnaire ou pas) s'inscrit justement en faux contre toutes les illusions de ces réformistes. Elle vise à transcrire dans le langage de la stratégie politique révolutionnaire ce fait que n'importe quel militant a connu ou vécu en Mai : les masses sont méconnaissables lors de certaines périodes de lutte exceptionnelles, et capables alors de se mettre en branle en l'espace de quelques jours. En dehors de ces moments (que les révolutionnaires non seulement exploitent, mais visent à créer par leur action), la société capitaliste les réintègre dans son circuit sous l'aspect trompeur du calme parlementaire.

## B. LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Voilà ce qu'on écrivait au P.C.F. en 1965 :

« En ce qui concerne la protection de la santé, l'évolution générale se caractérise par l'extension de la couverture sociale,

---

1. *Références* : Programme Santé du P.C.F., *Economie et politique* (octobre 1965, numéro spécial pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la S.S.), Position de la C.G.T. sur la Sécurité Sociale, Résolution de la Fédération Syndicale Mondiale sur la Sécurité Sociale, Programme du P.C.F. aux élections législatives de juin 1968.